

Intervention française au Mali : large consensus autour de la décision du président Hollande



Après la confirmation, par le président Hollande, de l'intervention militaire française au Mali, les réactions ne se sont pas fait attendre, aussi bien à l'étranger que parmi les différentes familles politiques françaises.

Le ministre britannique des affaires étrangères, **William Hague**, a tout de suite écrit, sur son compte Twitter, que le Royaume-Uni "*soutient la décision française d'apporter une assistance au gouvernement malien face aux rebelles*". Mais il s'agit "*seulement d'un soutien politique*", a cependant indiqué une source gouvernementale britannique. Il n'y a "*pas de soutien militaire, ni de demande de soutien militaire, ni de projet d'appui militaire, ni d'appui matériel de la part du Royaume-Uni*", a-t-elle précisé.

La **Maison Blanche** a quant à elle affirmé vendredi qu'elle partageait les objectifs de la France au Mali. "*Nous avons pris note du fait que le gouvernement malien avait demandé de l'aide, et nous partageons l'objectif français d'empêcher des terroristes de bénéficier d'un sanctuaire dans la région*", a déclaré à l'agence AFP Tommy Vietor, porte-parole du Conseil de sécurité nationale.

"*Je suis aux anges*", a dit à la presse Thomas Boni Yayi, président de l'**Union africaine** et du Bénin. "*Je voudrais absolument, au nom du continent, exprimer notre gratitude à la République française, à son président, son gouvernement, à tout le peuple français, qui ont su apprécier (...) la gravité de la situation qui prévaut aujourd'hui au Mali et dans la zone ouest-africaine*".

"DÉCISION COURAGEUSE" POUR LE PS

Le premier secrétaire du Parti socialiste, **Harlem Désir**, a salué vendredi une "*décision courageuse dans le respect de la légalité internationale et de l'Organisation des Nations unies*". Adressant ses "*pensées [...] à nos ressortissants au Mali, dont la sécurité sera assurée*", il exprime sa "*solidarité avec le peuple malien et [son] soutien le plus complet à nos forces armées*".

Par ailleurs, la majorité soutient "*pleinement*" la décision de François Hollande d'engager les forces françaises pour aider le Mali à repousser l'offensive des islamistes du nord du pays, a dit sur BFMTV **Bruno Le Roux**, président du groupe socialiste à l'Assemblée.

Sur L>Télé, **Jean-Christophe Cambadélis**, secrétaire national du PS à l'international, a affirmé : "*Nous ne sommes pas piégés, nous prenons nos responsabilités de lutter aussi contre le terrorisme. Si le pays tombe aux mains de ces terroristes, c'est l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest qui peut s'embraser. Il y a toujours des risques mais les risques sont plus grands si le pays basculait aux mains des terroristes car ils auraient une base pour des actions beaucoup*

plus grandes. Il y a 3 500 ressortissants français que l'on ne peut pas laisser dans la situation difficile dans laquelle ils allaient être."

"IL ÉTAIT GRAND TEMPS D'AGIR" POUR L'UMP

Le président de l'UMP, **Jean-François Copé**, et l'ancien premier ministre **François Fillon** ont eux aussi apporté vendredi, chacun de leur côté, leur *"soutien"* à l'intervention de l'armée française au Mali décidée par François Hollande. *"Il était grand temps d'agir"* pour *"entraver l'établissement d'un Etat narcoterroriste"*, a déclaré Jean-François Copé dans un communiqué, tandis que, pour François Fillon, *"la lutte contre le terrorisme exige l'unité de la Nation au-delà des clivages partisans"*.

Le président de l'UDI, **Jean-Louis Borloo**, a salué dans un communiqué *"l'esprit de responsabilité du président de la République et du premier ministre dans cette situation d'extrême urgence et de danger pour la population malienne et pour les ressortissants français"*. *"La décision d'engager les troupes françaises est un acte grave qui nécessite un débat"*, a-t-il estimé, jugeant que *"même si l'unité nationale ne se décrète pas, le rassemblement des forces politiques qui concourent à la démocratie est nécessaire dans ces moments-là"*.

L'ancien ministre de la défense et membre de l'UDI **Hervé Morin** a lui déclaré sur I>Télé : *"Sous réserve d'éléments particuliers, cette intervention me semble la bienvenue. Il y a un élément essentiel, c'est que l'intervention se fasse à la demande des autorités politiques maliennes. Il semble très clair que cette intervention est pour lutter contre le terrorisme, qu'elle se fera dans un cadre international et qu'elle sera sur une durée limitée, je dis oui mais je veux en savoir plus avant de dire oui définitivement. La France ne doit pas se comporter comme une puissance coloniale intervenant comme au temps de la Françafrique mais il s'agit de toute évidence d'une intervention dans le cadre de la lutte contre Al-Qaida."*

De son côté, le président du MoDem, **François Bayrou**, a estimé vendredi soir que l'intervention militaire française au Mali était *"fondée et explicable par l'urgence"* car *"la progression des djihadistes en direction du sud du pays, le franchissement imminent de la ligne de sécurité, la prise de villes sur leur passage est un élément de déstabilisation gravissime pour le Mali, pour ses autorités et pour ses habitants"*. Et *"il est légitime que la communauté nationale et la plupart des courants d'opinion qui la composent fassent bloc devant une situation dont chacun mesure l'importance et la gravité"*.

UNE INTERVENTION "LÉGITIME" MAIS "PARADOXALE" POUR LE FN

La présidente du Front national, **Marine Le Pen**, a jugé vendredi *"légitime"* l'engagement de l'armée française au Mali. Cette dernière *"doit être soutenue dans la mesure où notre pays a été appelé à l'aide par le gouvernement légitime du Mali en application d'une coopération de défense entre nos deux pays, dans une zone francophone"*, a estimé M^{me} Le Pen dans un communiqué.

"Cette intervention légitime révèle cependant un cruel paradoxe quand on sait que les gouvernements français ont contribué à faire le lit des islamistes en Libye et en Syrie en apportant aide, assistance et armes aux fondamentalistes de ces pays, utilisés aujourd'hui pour attaquer un allié historique de la France", a-t-elle ajouté.

UNE DÉCISION "CONDAMNABLE" POUR MÉLENCHON

Seules voix discordantes, celles de Jean-Luc Mélenchon et Noël Mamère. Le coprésident du Parti de gauche a jugé vendredi *"discutable"* l'engagement de l'armée française au Mali et *"condamnable"* le fait que la décision ait été prise *"sans en saisir préalablement ni le gouvernement ni le Parlement"*. *"L'intérêt d'une intervention militaire extérieure pour régler le problème posé au nord du Mali est discutable. En décider alors que les intérêts fondamentaux de la France ne sont pas en cause, selon le chef de l'Etat lui-même, et alors que les troupes africaines sont engagées, est discutable"*, écrit M. Mélenchon dans un communiqué.

De son côté, le député écologiste Noël Mamère a dit *"s'étonner que le président de la République reproduise les mêmes méthodes que son prédécesseur en ne saisissant le Parlement qu'une fois les opérations lancées"*